

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 02 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN RECUP'

2 et 4, rue de l'Ouest
95100 ARGENTEUIL

Références : UD95/2023/0100

Code AIOT : 0006505364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2023 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2 et 4, rue de l'Ouest à ARGENTEUIL (95100). L'inspection a été annoncée le 09/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du suivi des installations faisant l'objet de mises en demeure. En tant qu'installation relevant du régime de l'Autorisation, elle s'inscrit également dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de la DRIAT. Suite à cette visite, l'inspection propose à l'autorité préfectorale de sursoir une dernière fois à l'arrêté préfectoral de mise en demeure émis en 2019.

Cependant, l'exploitant est informé que la prochaine visite qui se tiendra au mois de juin prochain devra impérativement constater la réfection des sols extérieurs, objet de la mise en demeure précitée, sous peine de proposer à l'autorité préfectorale de prendre une mesure d'astreinte administrative à l'encontre de la société GREEN RECUP'.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 ARGENTEUIL
- Code AIOT : 0006505364

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GREEN RECUP exploite à Argenteuil un centre de tri, de transit et de regroupement de déchets d'activités économiques (DAE). Elle bénéficie d'un arrêté d'autorisation datant du 22 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011 et le 30 janvier 2015. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 soumise à enregistrement) s'appliquent sans préjudice des prescriptions particulières des arrêtés préfectoraux précités.

La mise en demeure signifiée à l'exploitant comprenait également la nécessité de transmettre un dossier de porter à connaissance à l'inspection des installations classées aux fins de détailler les opérations menées pour mettre l'établissement aux normes. Celui-ci a été instruit par l'inspection, avec proposition d'avis favorable et modification/ajout de certaines rubriques s'appliquant à l'installation. La proposition d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement transmis par la préfecture à l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tout élément permettant de vérifier la prise en compte de l'arrêté de mise en demeure du 12 novembre 2019 et n'ayant pas été levé lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2021, à savoir : réfection de la dalle présentant des fissures, mise en place des ressauts et barrières permettant le confinement des eaux d'extinction, résultats des analyses des eaux résiduaires, respect des seuils des activités liées à la rubrique 2714.1, respect des volumes et les quantités de déchets autorisés, respect des procédures relatives à la sécurité incendie (mise en place de caméras thermiques, vérifications des éléments de sécurité tels que les extincteurs, les commandes de désenfumage, les RIA, etc.)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est ancien et a nécessité de nombreux travaux de mises aux normes. Cependant, la réfection du sol extérieur notamment, semble plus compliquée à réaliser en site occupé. Néanmoins, l'exploitant gère son installation de manière efficiente et est à l'écoute de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
3	Implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
6	Auto surveillance des rejets aqueux	Arrêté préfectoral du 22 août 2000 modifié article 3.1.6.	VLE respectées pour les résultats effectués le 01/04/22	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prescriptions techniques complémentaires	AP Complémentaire du 13/01/2015, article 13	/	Sans objet


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
5	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.3.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux enjeux liés à cet établissement sont essentiellement centrés sur la sécurité incendie et les risques de pollutions des eaux de surfaces. À cet effet, il est impératif que l'exploitant fasse procéder à la réfection des sols extérieurs de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions accidentelles
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la dernière inspection
<p>Prescription contrôlée : Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Constats : Les travaux de rénovation de la dalle, faisant l'objet d'une mise en demeure n'ont pas encore été terminés, en raison de plusieurs facteurs indépendants de la volonté de l'exploitant. Sont notamment indiqué par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place du nouveau centre de tri, situé à proximité (rue Guy Moquet) et en cours de lancement d'exploitation. La construction de celui-ci a accumulé des retards (activité réduite pendant la période de pandémie, difficultés d'approvisionnement des entreprises de construction, etc.) ; - réfection d'une partie de la dalle (au niveau du quai de déchargement) qui n'a apparemment pas été réalisée selon les règles de l'art (les engins et camions ont endommagé la partie rénovée en quelques semaines) ; - l'activité du nouveau centre n'étant pas encore optimale, la majeure partie de l'exploitation est encore opérée sur le centre historique, et ces conditions ne sont pas propices à la réfection des revêtements. <p><i>Photo de la partie de la dalle ne répondant pas aux exigences de l'arrêté ministériel</i></p>  <p>Devant la volonté affichée de l'exploitant et les travaux déjà réalisés (la majeure partie des points ayant conduit à une mise en demeure sont levés), l'inspection a saisi l'autorité préfectorale aux fins d'accorder un délai complémentaire pour la mise en demeure. Durant l'examen documentaire, l'exploitant a précisé à l'équipe d'inspection que de nouveaux devis étaient désormais validés (les appels d'offre ont dû être revus en raison de l'augmentation du coût des matériaux, et les délais de livraison ont été impactés par l'actualité internationale) et que la réfection attendue serait réalisée au cours du premier semestre 2023. Une visite d'inspection aura donc lieu au mois de juin 2023 afin de constater que les travaux sont réalisés dans les règles de l'art.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Prescriptions techniques complémentaires																														
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2015, article 13																														
Thème(s) : Situation administrative, Quantité maximale de déchets entreposés																														
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la dernière inspection																														
Prescription contrôlée : Huiles usagées : 0,4 t – DEEE 1 t – papiers, cartons, plastiques 1290 t – déchets de bois 200t – DND en mélange et en tri 225 t – déchets verts 125 t – métaux 200 t – gravats 50 t																														
Constats : L'état des stocks le jour de la visite d'inspection est le suivant : <table border="1" data-bbox="459 544 1093 1249"> <tr> <td>BOIS</td> <td>15 tonnes</td> </tr> <tr> <td>DECHETS VERTS</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>DIB</td> <td>75 tonnes</td> </tr> <tr> <td>FERRAILLE</td> <td>20 tonnes</td> </tr> <tr> <td>GRAVATS</td> <td>5 tonnes</td> </tr> <tr> <td>INERTES</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>METAUX</td> <td>1 tonnes</td> </tr> <tr> <td>CARTON (Balle)</td> <td>130 tonnes</td> </tr> <tr> <td>PAPIER/CARTON vrac</td> <td>30 tonnes</td> </tr> <tr> <td>PLASTIQUES EN BALLE</td> <td>144 tonnes</td> </tr> <tr> <td>PLASTIQUE vrac</td> <td>20 tonnes</td> </tr> <tr> <td>PNEUS</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>VERRE</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>DEEE</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>440 tonnes</td> </tr> </table> <p>L'état des stocks est conforme aux volumes fixés par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2015. De plus, lors de la visite du site, l'inspection constate que la hauteur des stocks de déchets (traités et en attente de traitement) ne dépassent pas 6 mètres (cf. photo ci-dessous) et sont séparés par catégories distinctes, conformément aux dispositions fixées par l'arrêté précité.</p>  <p>La prescripton contrôlée est respectée</p>	BOIS	15 tonnes	DECHETS VERTS	0	DIB	75 tonnes	FERRAILLE	20 tonnes	GRAVATS	5 tonnes	INERTES	0	METAUX	1 tonnes	CARTON (Balle)	130 tonnes	PAPIER/CARTON vrac	30 tonnes	PLASTIQUES EN BALLE	144 tonnes	PLASTIQUE vrac	20 tonnes	PNEUS	0	VERRE	0	DEEE	0	Total	440 tonnes
BOIS	15 tonnes																													
DECHETS VERTS	0																													
DIB	75 tonnes																													
FERRAILLE	20 tonnes																													
GRAVATS	5 tonnes																													
INERTES	0																													
METAUX	1 tonnes																													
CARTON (Balle)	130 tonnes																													
PAPIER/CARTON vrac	30 tonnes																													
PLASTIQUES EN BALLE	144 tonnes																													
PLASTIQUE vrac	20 tonnes																													
PNEUS	0																													
VERRE	0																													
DEEE	0																													
Total	440 tonnes																													
Type de suites proposées : Sans suite																														
Proposition de suites : Sans objet																														

N° 3 : Implantation
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la dernière inspection
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Le bureau APAVE a été chargé par l'exploitant de vérifier les installations électriques le 27 juin 2022. Le rapport a été présenté à l'équipe d'inspection, lequel pointe les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Absence de plan de reculement des canalisations électriques enterrées ; - Armoires électriques empoussiérées ; - Présences de poussières susceptibles de générer un risque d'incendie. <p>L'exploitant a également transmis à l'inspection un devis de la société IBE pour les travaux à réaliser afin de lever les non-conformités pointées par APAVE, comprenant notamment la fourniture d'un plan détaillant le passage des câbles d'alimentation du site et le nettoyage de 4 armoires électriques.</p> <p>Au cours de la visite du site, l'exploitant a ouvert deux armoires électriques à la demande de l'inspection. Leur intérieur était dépoussiéré. Cependant, le personnel, même sous habilitation électrique, ne peut pénétrer dans les locaux du transformateur haute tension. L'intérieur du local TGBT ne peut donc pas être nettoyé par le personnel habilité de l'établissement. Pas de solution trouvée pour le moment.</p> <p>L'exploitant doit continuer à dépoussiérer régulièrement l'ensemble des armoires électriques auxquelles le personnel habilité de l'établissement a accès, et il transmettra à l'inspection le rapport de suites des travaux effectués par la société IBE.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Risques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la dernière inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. <p>Constats : Les extincteurs ont été vérifiés par la société LEBERNARD en date du 6 janvier 2023. Le rapport de contrôle ne fait pas apparaître de non-conformités majeures. Les RIA ont été vérifiés par la même société le 29 septembre 2022, qui a également mis à jour le registre de sécurité de l'établissement.</p> <p>Cependant, l'exploitant devra veiller à la bonne sécurisation du système d'alimentation des RIA qui présente certains signes d'obsolescence (cf photo ci-dessous).</p> <div data-bbox="571 1377 1029 1798" data-label="Image"> </div> <p>L'exploitant s'est assuré que les deux points d'eau incendie situés à proximité de l'installation sont en mesure de fournir le débit global demandé.</p> <p>L'exploitant a également fait installer deux caméras thermiques (une pour l'extérieur et une pour l'intérieur du bâtiment), permettant de détecter la présence de sources de chaleur à tous</p>

moments (une alerte est activée dès qu'un point chaud dépassant 80 °C est détecté). Enfin, une procédure interne à l'établissement impose aux salariés une revue complète des équipements pendant 45 minutes après l'arrêt des activités en fin de journée.

Tableau de visualisation des caméras thermiques



La prescripton contrôlée est respectée

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité doivent comporter les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur</p>
<p>Constats : Les procédures sont clairement affichées en plusieurs points de l'installation. Celles-ci sont conformes aux attendus de l'article précité. Un bouton "coup de poing" permet d'actionner la vanne d'isolement du bassin de rétention en cas de pollution, ou en cas de besoin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.</p>
<div data-bbox="229 725 746 770" data-label="Caption"><i>Exemple de consignes de sécurité affichées</i></div> <div data-bbox="948 725 1225 770" data-label="Caption"><i>Bouton coup de poing</i></div> <div data-bbox="173 792 788 1621" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="815 792 1430 1621" data-label="Image"> </div>
<p>La prescription contrôlée est respectée</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Auto surveillance des rejets aqueux	
Référence réglementaire : Article 3.1.6. de l'arrêté préfectoral du 22 août 2000 modifié	
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux	
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la dernière inspection	
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires et pluviales polluées avant rejet dans une station d'épuration collective	
Constats : Les mesures mentionnées à l'article 3.1.6.2 ont été effectuées deux fois en 2022 (le 1er avril et le 8 décembre) par la société AQUATYCIA pour les rejets d'eaux résiduaires et pluviales polluées. Elles sont réalisées pour l'ensemble des paramètres visés dans le tableaux figurant à l'article précité.	
Température	< 30 ° C
pH	5,5 ≤ pH ≤ 8,5
MES	< 100 mg/l
DBO5	< 800 mg/l
DCO	< 2 000 mg/l
Azote globale	< 150 mg/l (exprime en N)
Phosphore total	< 50 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l
<p>Les derniers résultats montrent que l'ensemble des paramètres respectent les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté précité, à l'exception notable des MES présentant des dépassements à hauteur de 180 mg/l pour 100 mg/l au maximum autorisés.</p> <p>L'exploitant doit s'approprier ces résultats, en faisant procéder à un nettoyage complet des réseaux. Il transmettra à l'inspection le rapport des travaux effectués ainsi que les résultats des prochaines analyses des eaux résiduaires et pluviales polluées avant rejet, et ceci dans un délai ne dépassant pas 5 mois, en tout cas avant la prochaine visite d'inspection qui se tiendra au mois de juin 2023.</p> <p>Enfin, l'exploitant devra trouver une solution pérenne à la problématique soulevée par l'accumulation d'eau de pluie dans la rétention de la cuve de carburant (qui nécessite pour l'instant un pompage effectué mensuellement du fait de cet apport d'eau), afin qu'elle ne présente pas de possibilité de débordement, et donc de pollution potentielle, sur le sol extérieur de l'installation.</p>	
Type de suites proposées : Avec suite	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 5 mois	